

**Discours de M. François FILLON,
Premier Ministre de la République française**

**« Adressing the global crisis and beyond :
a French point of view on the eve of the G20 meeting »**

**Carnegie Endowment for International Peace
Lundi 23 mars 2009**

Ladies and Gentlemen,

Times of crisis are also times of controversy! Over the past three months, every time a government has taken an initiative, it has been considered excessive by 30% of observers, insufficient by 30% and useless by the others!

Andrew Carnegie warned with humility: “Do not look for approval, except for the consciousness of doing your best.”

That is why the age needs pragmatic governments, independent of special interests, which act on the strength of their convictions regardless of the difficulties.

President Obama’s election generated enormous hope from this point of view.

Your president will soon be traveling to Europe for two events: the G20 in London, a major phase in the shared management of the present crisis; and the NATO summit in Strasbourg-Kehl.

I know that his welcome in Strasbourg will be consistent with French-American friendship. It will be generous. It will be enthusiastic and fraternal.

L’amitié franco-américaine remonte à la Guerre d’Indépendance. Elle s’est renouvelée dans le sang, sur les plages d’Omaha et d’Utah. La France est votre amie et alliée de toujours, mais elle reste la France que vous connaissez : fière et indépendante. Si nos stratégies diffèrent parfois, nous agissons ensemble au nom des mêmes principes, et pour les mêmes valeurs.

En Afghanistan, à l’automne 2009, le président de la République a décidé de renforcer l’engagement militaire de la France au côté de ses alliés, parce que la lutte contre le terrorisme et pour la stabilité de ce pays meurtri ne doit pas se relâcher

Depuis les années 1990, la France est redevenue un des principaux contributeurs de l’OTAN, et notre pleine participation à sa structure militaire témoignera bientôt de notre confiance. Pour

nous, l'Alliance atlantique doit être compatible avec le développement d'une Europe de la défense plus solide.

Mesdames et messieurs,

Le 2 avril, s'ouvrira le G20 de Londres.

C'est une étape décisive pour remettre l'économie mondiale sur les rails.

La responsabilité des gouvernants vis-à-vis d'une opinion publique mondiale légitimement angoissée, est grande.

Face à une crise d'une ampleur sans précédent, nous devons démontrer que nous sommes capables d'apporter de vraies réponses et pas seulement d'énoncer des bonnes intentions.

A Londres, nous aurons le devoir d'aboutir à des résultats concrets.

Quatre sujets l'exigent : la réforme de la régulation financière internationale, le soutien à la croissance, le sauvetage des banques, le soutien aux pays les plus menacés.

Qu'un seul de ces quatre piliers manque, et il n'y aura pas de reprise durable, ni de confiance réelle dans le système.

Je crois que nos chances de succès sont réelles, et j'ai été encouragé à l'optimisme par un titre récent de TIME Magazine qui annonçait que vous deveniez les « United States of France » !

Il y avait beaucoup d'exagération dans l'article, mais il y avait aussi deux idées utiles : la première, c'est que les grandes crises sont le bon moment pour laisser nos préjugés de côté ; et la seconde, c'est que la « vieille France » avait peut-être, au nom d'un modèle original, son mot à dire dans la réflexion actuelle.

Avec 40% du commerce mondial, l'axe transatlantique reste la colonne vertébrale de l'économie planétaire.

Aujourd'hui, les États-Unis sont le premier investisseur étranger en France, et le premier client de la France hors d'Europe. 550 000 Américains travaillent aux États-Unis dans des filiales d'entreprises françaises. Autant dire que nos économies, fortement intégrées, sont profondément solidaires.

Croire que la crise née aux États-Unis resterait aux États-Unis, c'était à peu près aussi naïf que de répéter « *What happens in Vegas...* »¹ C'était ignorer que plusieurs banques européennes avaient, elles aussi, abondamment recouru aux produits titrisés assis sur des actifs toxiques ; et c'était ignorer que plusieurs pays européens présentaient, eux aussi, des bulles immobilières.

Avec l'effondrement du crédit, nous sommes passés de la crise financière à la crise économique. Mais surtout, cette crise est devenue mondiale : les pays en développement, qu'on croyait protégés par une moindre sophistication de leur système financier, sont frappés par la chute de leurs exportations et par la restriction brutale de leurs financements extérieurs. Selon la Banque mondiale, chaque point de croissance perdu fait passer 20 millions de leurs habitants sous le seuil de pauvreté.

Sur ce constat, nos erreurs sautent aux yeux :

- Première certitude, les politiques macroéconomiques n'ont pas tenu compte de la montée des risques. Elles ont laissé gonfler des bulles financières et immobilières. Elles ont encouragé, au-delà du raisonnable, la course aux rendements élevés.
- Deuxième certitude, nous avons mal régulé le système financier, en laissant certaines opérations, certains acteurs ou certains territoires se développer en dehors de tout cadre.

Nous devons réfléchir, ensemble, à la rénovation du capitalisme. Nous connaissons tous les vertus du capitalisme qui stimule les initiatives et crée des richesses, mais nous devons combattre ses excès et ses dérives.

Il faut promouvoir un capitalisme responsable, appuyé sur deux exigences :

¹ Diction célèbre : les erreurs commises à Las Vegas sont sans conséquence dès qu'on quitte la ville.

- D'abord, définir un nouvel équilibre entre autorités publiques et marché. Il ne s'agit pas d'alourdir inutilement le poids de l'État dans l'économie. Il s'agit de reconnaître que l'Etat peut avoir, en matière sociale ou en matière de stratégie industrielle, un rôle spécifique à jouer pour réguler la concurrence et accompagner le développement des entreprises.
- Ensuite, promouvoir un capitalisme plus moral ; un capitalisme capable de préserver le long terme et de favoriser l'épanouissement de chacun. C'est le « *creative capitalism* » que Bill Gates et Warren Buffet, dans un livre récent, croient non seulement possible mais nécessaire.

Concrètement, que faisons-nous ?

Dès la fin de l'année 2008, les Européens ont lancé leurs plans de sauvetage des banques. Ils l'ont fait en essayant de garantir ce que vous appelez le «level playing field». Il ne faut pas que les banques qui ont commis des erreurs bénéficient, grâce au soutien de l'Etat, d'avantages par rapport à celles qui ont été bien gérées. Nous nous efforçons de respecter cette règle en Europe. Je ne doute pas que cette préoccupation sera également partagée par la nouvelle administration américaine.

Au-delà des plans de sauvetage des banques, tous les pays de l'Union européenne ont mis en place des plans de relance de l'économie. Ces plans sont massifs puisqu'ils représentent jusqu'à 400 milliards d'euros, soit 3,3% du PIB européen.

Est-ce moins que le plan de soutien à la croissance économique du président Obama ? Je crois que cette polémique est futile.

Le plan français conduit à injecter plus de 50 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie. En évaluant ce plan, le FMI ne tient pas compte des stabilisateurs automatiques de notre pays - dépenses sociales qui augmentent, rentrées fiscales qui diminuent. Or ces stabilisateurs sont extrêmement développés en France. Nous les estimons à 30 milliards d'euros en 2009.

Du reste, nos situations sont-elles véritablement comparables ?

Les ménages français n'ont que faiblement assis leur endettement sur la valeur de l'immobilier, et leur système de retraites ne repose que faiblement sur la capitalisation boursière. Bref, au regard des besoins et des moyens du pays, le plan français est de grande envergure. Et je suis attentif aux finances publiques. Nous n'avons pas intérêt à créer une bulle de dette publique.

Plus de 50% des mesures du plan de relance français respecteront la règle des trois T : *timely, targeted, temporary*. Grâce à quoi nous ferons le maximum pour qu'en 2012, notre déficit revienne autour de 3% du PIB.

C'est d'ailleurs moins le montant des plans de relance qui importe que leur contenu et la rapidité de leur mise en œuvre.

En France, nous avons souhaité que notre plan de relance stimule notre potentiel de croissance à moyen terme. Les investissements publics, le coup d'accélérateur donné à la formation et à la reconversion professionnelle, les réductions d'impôts sur les investissements nouveaux porteront leurs fruits au-delà de la crise proprement dite.

Nous avons voulu qu'ils complètent le programme considérable de réformes économiques que mon Gouvernement conduit, depuis 2007, à l'initiative du président SARKOZY. Fin des 35 heures, réforme des retraites, allègement de la fiscalité, crédit d'impôt massif pour stimuler l'innovation, autonomie des universités, ces réformes marquent une véritable modernisation de la France.

Elles seront poursuivies, parce que nous ne voulons pas seulement sortir de la crise ; nous voulons en sortir plus forts et plus vite que nous n'y sommes entrés !

Pour cela, notre stratégie face à la crise est fortement ciblée sur l'investissement, mais il est également essentiel de préserver la consommation qui est aujourd'hui le principal moteur de l'activité en France. Nous avons donc revalorisé les prestations sociales, baissé les impôts des ménages sur deux années consécutives, et dirigé l'intégralité des rémunérations versées par les banques à l'État vers des dépenses de solidarité.

Il y a un autre faux débat que je voudrais clarifier : certains observateurs ont reproché aux Européens de s'entêter à définir de nouvelles règles, au lieu de concentrer leurs efforts sur la relance économique.

Cette lecture des choses n'est pas fondée.

Relance économique et régulation financière doivent aller de pair. Nous croyons les uns et les autres que seul le marché peut assurer le développement économique et la création de richesse.

La crise nous rappelle simplement qu'il ne fonctionne pas correctement sans régulation.

La régulation ne s'oppose pas au marché, elle le fiabilise et elle le renforce. Il n'y a pas, sur cette question de principe, de divergence entre les Etats-Unis et la France. Le Président Obama a récemment été très clair sur ces deux objectifs fondamentaux du G20, et sur son refus d'une « *race to the bottom* » en matière réglementaire.

Nous le savons tous, traiter les symptômes sans prendre les mesures structurelles nécessaires reviendrait à gaspiller l'argent public. Il ne s'agit pas ici de réguler pour réguler, mais de traiter efficacement des failles techniques dont nous subissons les effets dévastateurs.

Il nous faut plus de transparence et plus de supervision. C'est une responsabilité vis-à-vis du contribuable, que nous sollicitons massivement et c'est la condition du retour de la confiance.

A Washington, le 15 novembre dernier, l'Union Européenne a proposé un principe général : que tous les marchés, tous les territoires, tous les acteurs présentant un risque pour le système financier dans son ensemble soient l'objet d'un contrôle ou d'une surveillance.

Adopté par tous les participants, ce principe doit à présent être mis en œuvre - quitte à bousculer quelques rentes de situation confortables. J'en fais le test de notre détermination commune. La réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de Banque centrale du 14 mars a montré qu'un consensus était sur le point d'aboutir sur trois idées essentielles :

- Les *hedge funds* doivent être soumis à une surveillance réelle. Il n'est pas acceptable que des opérateurs qui assurent parfois la moitié des transactions boursières mondiales ne soient pas enregistrés, ni soumis à certaines obligations de transparence.

- Les agences de notation, dont les défaillances ont encouragé la formation de la crise, doivent adopter des règles plus strictes en matière de conflit d'intérêt, une notation spécifique pour les produits complexes, et l'habitude de publier régulièrement leurs performances. L'Europe est sur le point d'adopter un projet législatif à ce propos.
- Plus largement, nous devons replacer le principe de responsabilité, si cher au Président Obama, au cœur du système. Qui peut affirmer que les rémunérations exorbitantes du secteur financier étaient légitimes et socialement justes ? Qui peut affirmer qu'elles n'aient pas encouragé aux risques excessifs et aux calculs de court terme ?

Sur deux autres sujets, l'émergence du consensus est plus lente : je veux parler des juridictions non coopératives et des normes comptables.

- Certains États refusent toujours la coopération internationale dans le domaine fiscal. D'autres n'appliquent aucune règle sérieuse en matière prudentielle. Ils doivent être ramenés sans indulgence aux règles communes. Ce n'est pas une lubie des Européens, c'est une question de bon sens. Nous n'allons pas batailler pour établir des règles rigoureuses, et tolérer leur contournement ! Nous n'allons pas engager massivement les finances publiques pour aider les banques, et laisser durer les pratiques d'évasion et fraude fiscale qui détournent de nos économies des dizaines de milliards de dollars par an. Les discussions engagées par le G20 ont déjà conduit à de nets progrès en ce sens, sur le continent européen mais aussi en Asie. Les pays du G20, à l'initiative de l'Allemagne et la France, demandent que les pays non-coopératifs soient recensés, et soumis à un éventail de sanctions.
- Les normes comptables doivent également être réformées pour être moins procycliques. L'IASB, l'organisme qui les crée, doit être plus transparent, plus représentatif, plus responsable de ses actes.

Sur tous ces sujets, les ministres des finances du G20 ont déjà fixé des orientations positives. Mais il faut aller plus loin. Il faut que des principes d'action et des règles soient posés pour permettre un retour rapide de la confiance sans laquelle l'économie mondiale restera déprimée.

Le G20 ne devra pas se limiter à une meilleure coordination des plans de relance et à un agenda commun sur la régulation financière internationale. Nous devons envoyer des signaux forts de coopération internationale.

Ne commettons pas, à Londres, les mêmes erreurs qu'en 1933 ! C'est le Premier ministre d'un pays régulièrement soupçonné de tentations protectionnistes, qui vous le dit : ne cédon pas à la tentation du chacun pour soi !

En 2008, le commerce mondial progressait de 4%. Le FMI prévoit qu'en 2009, il diminuera de 2,8%. A Washington, le 15 novembre, les États du G20 se sont engagés à ne pas aggraver ce recul par des mesures protectionnistes. Nous devons renouveler cet engagement, et demander à l'OMC d'en assurer le suivi. Les Européens sont en outre prêts à reprendre les négociations pour donner au cycle de Doha une conclusion ambitieuse et équilibrée.

Ne pas reproduire l'erreur de 1933, c'est aussi démontrer notre solidarité envers les pas émergents et les pays plus fragiles. Une augmentation massive des ressources du FMI doit lui permettre de soutenir les pays frappés par une défaillance de leur financement extérieur. L'Europe est prête à y contribuer ; aux pays émergents qui présenteraient les excédents nécessaires de s'y joindre.

Parce que l'augmentation des ressources du FMI doit s'accompagner d'un renforcement de sa légitimité politique, il est temps de passer à un processus ouvert et transparent de sélection de ces grands dirigeants et de renoncer aux règles implicites de partage des postes. L'Europe y est prête et elle compte sur la même résolution de la part des Etats-Unis s'agissant de la Banque mondiale.

Il est temps de renforcer la légitimité politique des institutions de Bretton Woods. Seul un FMI plus fort et plus légitime pourra établir un vrai mécanisme d'alerte précoce des crises financières.

La Banque mondiale et les autres banques multilatérales doivent accélérer leurs décaissements ; renforcer leurs programmes sociaux ; introduire au plus vite de nouveaux instruments de financement du commerce.

Aujourd'hui, l'Union Européenne et ses membres assurent 60% de l'aide publique au développement dans le monde. Elle est prête à maintenir son effort d'aide, et surtout, à mieux conjuguer son action avec celle des Etats-Unis, dans le sens de la complémentarité et de l'efficacité.

Un dernier sujet majeur, vital même, continuera d'exiger un effort sans précédent de coopération internationale : la lutte contre le changement climatique. Et elle n'est pas sans lien avec la crise actuelle

Cette lutte a longtemps été un sujet de défiance ; et la crise actuelle risque de compliquer une négociation déjà délicate. Mais elle constitue aussi une occasion historique de repenser nos modèles de développement.

L'Europe et les Etats-Unis ont le même intérêt à intégrer la « croissance verte » parmi les leviers de leur rebond, à réduire leur dépendance énergétique et à développer les technologies propres de demain !

En France, en 2007, l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et scientifiques s'est concerté pour dresser un programme national particulièrement ambitieux. Au niveau européen, la présidence française a fait adopter aux 27 États membres un « Paquet Énergie Climat » qui met l'Union européenne en mesure de réduire ses émissions de CO2 de 20% d'ici à 2020, pour autant que les autres pays développés s'engagent également, et que les pays émergents apportent une contribution adaptée à leurs capacités.

La France et l'Europe comptent sur les américains pour déployer une ambition comparable lors de la conférence de Copenhague, en décembre 2009.

Mesdames et messieurs,

La presse française n'a pas été d'un grand optimisme à l'égard des préparatifs du G20. Elle a souligné à l'envi l'existence de « différends », de « clivages nord/sud » ou « est/ouest », de « divergences d'analyses ».

Le fait est qu'au soir du samedi 14 mars, nos ministres des Finances ont bel et bien fait état d'avancées importantes.

Aucun de nous ne recherche un alignement parfait des positions internationales ; mais nous espérons tous une convergence des efforts, une coordination raisonnable des dispositifs, et une compréhension mutuelle des contraintes de chacun.

Si la crise a une origine, c'est bien notre large complaisance devant les facilités illusoire d'un système. C'est bien le manque de vigilance de nombreux États face au manque de mesure de nombreux opérateurs financiers.

Accuser tel ou tel État d'en être coupable, de ne pas la combattre assez, c'est détourner notre attention de l'essentiel. L'essentiel, c'est d'épauler sans dogmatisme la bonne volonté de chacun – nos habitudes dussent-elles s'en trouver changées.

Cette crise financière et économique nous défie.

Elle ébranle notre système, nos pratiques et nos schémas de pensée. Nous n'avons pas le droit de faire comme si l'orage allait passer et comme si tout pouvait continuer comme avant. Nous devons être à la hauteur des événements. Et pour cela, j'ai confiance dans la lucidité et l'audace de nos deux nations.

Je vous remercie.